

Guerre d'Espagne : Une révolution trahie, ou des révolutionnaires qui manquent la révolution ?

Chaque courants politiques donne ses raisons de l'échec de la révolution. Chacun a ses traîtres. Le courant du PCE ou PCF, désigne les maximalistes (POUM, anarchistes), les anarchistes de la CNT «les fascistes, les stalinien et les démocrates» liquidateurs de la révolution, les trotskystes évidemment les stalinien qui avaient peur de la révolution et de Trotsky. Bref tout le monde tire la leçon qui légitime sa politique. Une fois les certitudes verrouillées que reste -t-il de l'expérience révolutionnaire?

Cet article n'est pas un bilan. Cela exigerait un tout autre travail. Je ne parlerai pas du rôle de l'Internationale, ni de la politique de l'URSS qui mériteraient à eux seuls un article. Je ne dirai pas plus «qui» VP aurait dû soutenir. Cela ne présente aucun intérêt pour aujourd'hui. J'essaierai seulement de soumettre au débat ce que j'ai compris des enjeux de la Révolution espagnole.

1931-1936 Une république fragile, une classe ouvrière qui ne croit pas à la république !

En 1936, la classe ouvrière espagnole s'était déjà aguerrie dans de nombreux combats contre la monarchie et la dictature de Primo de Rivera, puis contre la république parlementaire. Elle était organisée par la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) et son syndicat la CNT (confédération nationale du travail). Le parti socialiste PSOE était fort et disposait d'une gauche ouvrière influente. Le PCE était faible à l'avènement de la république en 1931 (800 membres).

Les combats ouvriers culminèrent avec l'insurrection des Asturies en octobre 34, où les «Alliances Ouvrières» permirent d'organiser la lutte unie des anarchistes de la FAI-CNT, des socialistes, et des communistes. Cette insurrection, lancée par une grève générale qui avait échoué ailleurs, subit la violente

répression de la république, qui y employa le jeune général Franco.'(HGS446)

En Espagne toutefois, la force principale de la révolution était encore le prolétariat rural des grandes propriétés latifundiaries du centre, de l'Extramadure, du nord. Ils luttèrent pour la terre. Dans leurs combats les ouvriers pouvaient compter sur les métayers, et la petite bourgeoisie des villes.

Cette république qui réprimait les ouvriers était pourtant fragile. Si les anarchistes l'accusaient d'être «la république des curés et des militaires», les républicains, qui voulaient réformer l'armée et soustraire l'enseignement à l'influence de l'église, étaient attaqués par la réaction. Elle entra en crise en 1935, les

Cortes (l'assemblée espagnole) furent dissous et des élections organisées en Février 36.

Février 36 : la victoire du Front Populaire libère le volcan de la lutte de classe

En janvier 1936, les partis de gauches et les républicains signaient un pacte de Front Populaire, et remportaient les élections grâce à l'appui tacite de la FAI-CNT qui contrairement aux élections précédentes ne donna pas de consigne d'abstention.

Les ouvriers n'accordaient aucune confiance à la démocratie parlementaire. Ils n'attendaient pas le vote des réformes pour occuper les terres, les usines et imposer par la force et avec succès leurs revendications. De Février à

Un ancien des Brigades Internationales parle

Pour poursuivre ce débat, nous diffusons en cassette une interview (1h30) d'un vieux militant marxiste-léniniste brésilien, ancien des Brigades Internationales.

Cette interview (en français, bien sûr !) aborde la plupart des questions politiques soulevées par «Land and Freedom», et permet ainsi d'alimenter le débat.

A commander à notre Boîte Postale : 20F



Juillet 36 (date du coup d'état), «s'instaure ... un triple pouvoir : le pouvoir légal issu de la victoire de février, très faible, celui des travailleurs de leurs partis et syndicats, ... celui des contre révolutionnaires ... qui agit surtout dans le secret des casernes en préparant le putsch militaire» (FC248-249).

Printemps 36 : face au coup d'état en préparation, les organisations ouvrières ne prennent pas l'initiative.

Par bien des aspects la situation au printemps 36 ressemblait celle de la Russie entre février et juillet 1917. Mais si les ouvriers étaient mobilisés, leurs organisations laissèrent le coup d'état, qui était un secret de polichinelle, se préparer dans les casernes. Pourquoi ?

La classe ouvrière prenait à contre pied le PCE qui concevait la révolution démocratique comme la consolidation temporaire de la démocratie parlementaire. Il appelait seulement à faire pression sur le gouvernement pour l'application des réformes. Il était donc en retrait sur les ouvriers qui avaient en main usines et champs, et exigeaient dans leurs manifestations la victoire totale de la révolution (FC248).

Pourtant, le PCE fut alors le seul à désigner clairement le soulèvement militaire comme un danger imminent. Mais il proposa une alliance des forces ouvrières que ne pouvaient accepter la gauche du PSOE et les anarchistes, car il n'avancait comme alternative à la «dictature contre révolutionnaire» que la «république parlementaire».

La situation sociale était mûre pour que la «dictature contre révolutionnaire» soit écrasée dans l'oeuf par une révolution populaire, dirigée par les ouvriers. Mais, ni la gauche du PSOE, ni les anarchistes ne prirent l'initiative qui, en écrasant le soulèvement en préparation, établirait du même coup le pouvoir des ouvriers et des paysans. Ceux-ci en avaient semble-t-il la capacité, car en juillet ils mirent en l'échec le soulèvement militaire dans la moitié de l'Espagne. Qu'auraient-ils pu réaliser en prenant eux l'initiative ?

Cette décision était contradictoire aux principes anarchistes comme l'écrivait Helmut Ruediger représentant de l'AIT. «Si (la CNT) avait eu un tel programme (de prise du pouvoir) avant le 19 juillet, la CNT n'aurait pas été la CNT, mais un parti bolchevique» (RE page 414). En mars 1936 le congrès de la CNT brossa donc un plan de la société future, sans prendre considération la situation immédiate. Il laissa le problème du nouveau régime social «au libre choix des travailleurs librement unis» (FC page251).

La sous-estimation du danger fasciste et ses principes organisationnels et militaires paralysèrent la CNT et du même coup les ouvriers. L'initiative resta à la contre révolution.



Durutti (avec les jumelles) lors de la bataille de Madrid

Le 18 juillet la contre révolution prend l'initiative

Depuis mars 36, l'armée préparait un coup de force sous la direction du Général Franco, chef de l'armée du Maroc. Le 18 juillet toutes les casernes d'Espagne se rebellèrent. Début Août l'Armée du Maroc débarquait au Sud.

Aujourd'hui rares sont les organisations qui mesurent en quoi le soulèvement du 18 juillet modifiait les tâches révolutionnaires. En 2 mois, la moitié de l'Espagne passa sous la

coupe des rebelles franquistes, qui anéantirent des bastions ouvriers comme Séville, Saragosse, Orviedo et réduisirent au silence une bonne partie du prolétariat rural.

La classe ouvrière mit en échec le soulèvement militaire, à Valence, Madrid, Santander, et Barcelone et s'empara des casernes insurgées. Cette résistance et la liquidation de fait de l'Etat vidé de sa substance par le coup d'état, entraîna une radicalisation des ouvriers, qui en Catalogne, sous la direction de la CNT, occupèrent les entreprises et en organisèrent la

Le POUM

Le POUM (parti ouvrier d'unification marxiste) né en 1935 de la fusion du Bloc ouvrier et paysan et de la Gauche communiste (Trotskyste), était surtout présent en Catalogne. Il signa l'accord de Front Populaire en Janvier 36, mais sa condamnation des procès de Moscou, déclencha sur lui la colère du PCE qui obtint des autres partis sa marginalisation et son éviction en 1937 du gouvernement Catalan auquel participait la CNT. Son influence était faible par rapport à la puissance de la FAI-CNT (30000 membres contre 1 million).

Pour le PCE «le fascisme, le trotskisme et les incontrôlés sont donc les trois ennemis du peuple qui doivent être éliminés de la vie politique de la vie politique non seulement en Espagne, mais aussi dans tous les pays civilisés». Le POUM n'était pas trotskiste. Les trotskistes avaient été exclus de ses rangs. Mais la menace que faisait peser sur lui le PCE poussa le POUM à glisser d'une position de Front anti-fasciste à la lutte contre le gouvernement et l'Armée Populaire dirigée par le PCE à laquelle il refusa de s'intégrer.

En 1937, Andrés NIN son dirigeant écrivait «que le rapport de force est tel que le prolé-

tarat peut actuellement conquérir le pouvoir sans recourir à l'insurrection armée». C'était faux, et il était illusoire que le prolétariat pu alors prendre pacifiquement le pouvoir. Ces appels inconséquents à une lutte au sein du camp républicain, offraient le flan aux accusations de provocations du PCE. Le POUM s'isola d'autant plus que l'avancée des troupes fascistes poussait les masses au renforcement de l'Armée Populaire.

En 1937, le POUM appuya l'insurrection des anarchistes de Barcelone qui s'opposaient à la reprise en main des moyens de communication par le gouvernement central (et le PCE). Il s'engagea à fond dans ce mouvement qu'il ne dirigeait pas. Ce fut l'occasion attendue par le PCE pour réprimer le mouvement anarchiste et le POUM. Celui-ci se retrouva à découvert lorsque CNT et Gouvernement négocièrent la trêve. L'audience de masse des anarchistes limita leur répression directe (ils ne sont pas interdits), mais leurs bases politiques furent démantelées. Le POUM fut interdit, ses dirigeants arrêtés (ils seront jugés mais non condamnés pour trahison comme le voulait le PCE). Des militants furent arrêtés par la police soviétique, et parfois assassinés avec la caution du PCE. Andrés NIN fut enlevé, torturé et assassiné par cette police.

production.

La poussée révolutionnaire porta les ouvriers à surestimer leur capacité à faire face, seuls avec leur milices, aux armées fascistes. Le coup d'état modifiait les conditions de la lutte. Il élargissait les possibilités d'alliances, car basculèrent dans le camp anti-fasciste des forces hier hostiles au socialisme. Enfin, la question d'une organisation militaire unifiée, d'une Armée Populaire devint vite une question déterminante pour la révolution.

La question sociale masque la question militaire

Les milices ayant fait la preuve de leur capacité d'autodéfense, les organisations révolutionnaires mirent du temps à concevoir et à accepter que la guerre révolutionnaire exigeait d'autres moyens. La résistance de Madrid que les Fascistes ne purent prendre, grâce à l'action coordonnée des milices ouvrières, communistes, anarchistes, et des premiers bataillons des brigades internationales, démontra la nécessité d'une Armée populaire.

Les unités CNT-FAI de Madrid contribuèrent à sa création. Elles affirmaient dans «Frente Libertario» que «L'Armée Populaire (...) a besoin de techniciens militaires, et cette nécessité de caractère national, est tout particulièrement ressentie par notre organisation qui doit veiller au développement de sa propre puissance»(RE347). Bien qu'à Madrid, Durrutti joua un rôle important dans l'intégration des milices dans cette armée populaire en formation, les anarchistes ne pouvaient accepter cela sans enfreindre leurs principes politiques, eux qui par le passé avaient fait de l'indiscipline une vertu révolutionnaire.

L'indiscipline, le démocratism et l'inconséquence des miliciens n'étaient pas seulement des ragots «staliniens», mais le fait de beaucoup de groupes de combattants, qui interdisait toute tactique militaire offensive. La nécessité de la discipline et d'une centralisation du commandement finirent par s'imposer à la plupart, anarchistes compris (même s'il y avait des résistances). Mais la CNT-FAI perdit encore sur cette question essentielle l'initiati-

ve. Le PCE s'engagea avec résolution dans la construction de l'armée républicaine et assura ainsi son propre renforcement militant. Il créa le 5^{ème} régiment qui avec les brigades internationales forma le noyau de cette nouvelle armée. Les Brigades par leur discipline, leur efficacité tactique au combat influencèrent beaucoup les anarchistes de Madrid.

La militarisation ne se fit pas seulement par conviction. Pour briser les résistances, le PCE n'hésita pas à subordonner la fourniture des armes qu'il recevait de l'URSS à l'intégration des milices dans l'armée.

Le débat sur Armée Populaire ou milices était loin d'être le seul problème de tactique militaire. Les antifranquistes étaient immobilisés sur une ligne de front. Cette situation en partie imposée par la faiblesse en matériel et par la division des forces contribua au renforcement du caractère conventionnel bourgeois de l'armée. La guerre de partisans sur les arrières de l'ennemi, seule tactique militaire offensive pour une armée faible en matériel fut néanmoins peu développée.

La lutte anti-fasciste devait-elle se mener avec comme seul programme celui du socialisme ?

Pour répondre, il faut qualifier les changements dans les rapports de force entre classes après juillet 36, et donner un contenu politique à l'affirmation du prolétariat comme classe dirigeante... évidemment d'autres classes, sinon le problème n'existe pas.

Après le 18 juillet des fractions de classes qui n'avaient pas participé aux luttes antérieures pour le socialisme se retrouvèrent dans le même camp que les ouvriers. Elles étaient des alliés de circonstances. Il ne fallait pas pour autant en faire des ennemis.

Les petites et moyennes bourgeoisies catalanes et Basques se rallièrent au camp républicain pour défendre leur autonomie régionale. Au Pays Basque, la moyenne bourgeoisie et le clergé prirent la tête de la résistance. La revendication d'autonomie nationale n'était en rien socialiste. Comment un programme révolu-

tionnaire devait-il intégrer cette revendication démocratique, sans se mettre à la remorque de la bourgeoisie, ni sans s'en faire un ennemi ?

Un problème d'une autre nature se posait à la campagne. Le coup d'état ne modifiait pas fondamentalement le programme agraire de la révolution, mais il imposait aussi de ne pas se couper des petits exploitants. L'opposition sur cette question fut radicale entre le PCE et la CNT. Le premier défendait l'alliance avec les petits propriétaires, les métayers, voire les moyens propriétaires, les seconds la collectivisation.

Les ouvriers agricoles avaient créé soit des exploitations collectives soit des exploitations individuelles avec partage de terres. Mais la radicalité des affrontements politiques laissa peu de place à la spontanéité. Chaque camp, peu soucieux de ligne de masse, utilisa la force pour imposer ses positions aux paysans quand ils ne s'y ralliaient pas par conviction.

Les militants de la FAI-CNT combattirent le partage des terres car la petite propriété pouvait reproduire le capitalisme. Ce qui est vrai, mais ils exigeaient ainsi des paysans qu'ils adoptent immédiatement les positions du prolétariat.

En Catalogne, région où dominaient métayers et petits propriétaires, la collectivisation fut l'objet des abus selon le journal «Solidaridad obrera» (anarchiste). Un dirigeant CNT dira «peut-on croire... qu'en commettant des actes de violence, on éveillera chez nos paysans un intérêt ou un attrait pour la socialisation». La volonté de transposer l'esprit révolutionnaire des villes à la campagne échoua : «Si vous allez aujourd'hui en Catalogne pour parler au paysan de la révolution, il vous dira qu'il n'a pas confiance en vous» (RE104)

Le PCE, peu influent dans les campagnes, lutait pour s'y implanter auprès des petits et moyens propriétaires. Il utilisa la force, les manoeuvres et surtout son contrôle sur le ministère de l'Agriculture, pour disloquer les exploitations collectives. Il contribua à désorienter les secteurs les plus avancés du mouvement rural.

La CNT-FAI ignorait la question des alliances de classes. Le PCE lui donna un contenu opportuniste. Il devait rassurer les petits propriétaires, et les états européens démocratiques. Il mettait ainsi la force du prolétariat à la remorque de la bourgeoisie républicaine et non le contraire. Il encourageait la tendance de celle-ci au compromis. Toutefois il serait faux de penser que cet opportunisme était déjà un renoncement conscient à la révolution socialiste.

Les révolutionnaires posent la question du pouvoir ... trop tard

Le PCE était embarrassé par les critiques de la CNT qui lui opposait les théories de Lénine (RE 247). Il argumenta dans le «Mundo Obrero» sur le caractère nouveau de l'Etat espagnol, assez justement d'ailleurs. «le



Procès de deux dirigeants du POUM pour leur participation aux émeutes de Barcelone en mai 1937. Ils furent les boucs émissaires des anarcho-syndicalistes.

peuple en arme... les paysans ont la terre ; les ouvriers agricoles exploitent individuellement et collectivement les anciens latifundia,..., le contrôle ouvrier a été instauré dans toutes les usines, les tenants du coup d'état sont déposés..., c'est l'ensemble du prolétariat qui influence le déroulement de la révolution démocratique, l'ancienne armée d'oppression a été détruite... remplacée par une armée du peuple». Mais dans la situation qu'il décrivait devait bien peu à son action. Il freinait plus qu'il n'encourageait les ouvriers. En Catalogne le PSUC (section catalane du PCE) qui essayait d'organiser la petite et moyenne bourgeoisie déclarait : «nous exigeons une économie libérée des influences ou des pressions des innombrables comités qui ont jailli partout et qui miment la vitalité magnifique de la Catalogne» (RE417). Ce qui est une drôle d'application du contrôle ouvrier !

Au printemps 36, la CNT et la gauche du PSOE laissèrent passer l'occasion d'instaurer un pouvoir ouvrier. Ils furent à la remorque du PCE pour ce qui concerne la construction d'une Armée Populaire. Ils ne pouvaient alors empêcher que ce soit lui qui donna le contenu à la démocratie en la maintenant dans le cadre parlementaire.

Quand la CNT pris conscience que la conduite de la résistance anti-fasciste devait s'appuyer sur un pouvoir fort, elle ne pouvait plus en modifier le caractère parlementaire bourgeois, ni le renverser. Comme elle avait accepté bon gré malgré la militarisation des milices, la direction de la CNT accepta de rentrer dans les gouvernements.

Cette situation désorienta la base qui, à Barcelone en mai 37 se dressa contre le gouvernement. Les trotskistes et les «Amis de Durruti» qui avaient rompu avec la FAI sur la question de la participation de la CNT au gouvernement, s'investirent à fond sur les barricades en mai 37. Les bolchevique-léninistes proclamaient «le moment décisif est arrivé, la prochaine fois ils sera trop tard... la révolution avant tout», et les «Amis de Durruti» appelaient à former une junte révolutionnaire et à l'exécution des coupables «vive la révolution sociale ! A bas la contre-Révolution !»(RE461). Mais il était déjà trop tard d'un an, l'insurrection ne pouvait plus inverser le cours des choses.

Trotsky caractérisa bien la situation périlleuse dans lequel se trouvait le prolétariat espagnol «Le gouvernement ... est un frein démocratique sur la voie du socialisme, mais aussi un frein certes ni sûr ni durable, néanmoins un frein, sur la voie du fascisme. Demain, après demain le prolétariat espagnol pourra peut être briser ce frein pour s'emparer du pouvoir. Mais s'il aidait, même passivement, à le briser aujourd'hui, il ne servirait que le fascisme» LT Ecrits III 528.

Quelques éléments de conclusion

Dans une crise révolutionnaire, tout ce décide sur le fil du rasoir. Pour n'avoir pas pris l'initiative d'écraser dans l'oeuf le coup d'état, puis de n'avoir pas compris assez vite l'enjeu de l'armée populaire, la CNT se mit à son corps défendant à la remorque du PCE dans la lutte antifasciste.

Le FAI-CNT perdit ces occasions, non à cause d'un manque de conviction révolutionnaire, mais à cause des obstacles que constituaient les principes politiques et organisationnels anarchistes.

Les ouvriers ne peuvent rallier les autres couches exploités et opprimés sur le seul programme de la révolution socialiste. Ils doivent le faire sur les intérêts communs qui se forment dans les crises politiques. En particulier lorsque l'enjeu est celui d'une lutte antifasciste, le prolétariat doit intégrer à son programme politique les aspirations démocratiques qui ne sont pas contradictoires à ses buts; sans pour autant défendre le parlementarisme bourgeois. Ni le PCE, ni la CNT ne donnèrent la réponse adéquate à cette nécessité tactique.

Gilles Fabre



Pour en Savoir plus :

- Histoire Générale du Socialisme - PUF : (HGS)
- La Crise du mouvement Communiste - F Claudin -Maspéro : (FC)
- La révolution espagnole - Burnett Bolloten - Ruedo Iberico (RE) (beaucoup d'éléments sur la CNT)
- «Pour qui sonne le Glas» Roman - Hemingway
